

L'ÉDITO

Marc Metdepenningen

SE LEVER DE SON SIÈGE, AUSSI POUR DÉFENDRE LES LIBERTÉS

Les nouvelles mesures annoncées par le Premier ministre Charles Michel s'ajoutent à une panoplie sécuritaire vouée à grossir indéfiniment tant la menace terroriste est appelée à perdurer. Charles Michel invite à « ne pas tomber dans la parano ». Il avait tenu le même discours au lendemain de l'assaut donné à Verviers le 15 janvier, faisant adopter dans les jours suivants une douzaine de mesures antiterroristes amplifiant les possibilités d'action de l'Intérieur et de la Justice et déployant l'armée dans les rues. L'adoption de ces mesures n'avait pas suscité de véritable débat parlementaire. L'attentat déjoué vendredi dans le Thalys débouche, cette fois, sur l'instauration de « contrôles aléatoires » des bagages et des personnes, qui contraindront les passagers à se présenter en temps utile à quai, a prévenu le ministre de la Mobilité. Ce désagrément est surtout intrinsèquement porteur du risque de déboucher, s'il n'est pas strictement encadré, sur des discriminations fondées sur l'apparence ethnique ou religieuse des personnes soumises à ces contrôles, promesse de nouveaux raidissements des populations concernées.

Ce désagrément est porteur du risque de déboucher, s'il n'est pas encadré, sur des discriminations

Charles Michel estime aussi qu'il faut « continuer à vivre en acceptant quelques contraintes », considérant que des « équilibres devront être trouvés entre la liberté de circuler » et la contraction du risque terroriste. Il prône ainsi une révision des règles régissant la libre circulation dans l'espace Schengen, apparaissant ainsi prêt (comme d'autres de ses collègues européens) à sacrifier sur l'autel sécuritaire, l'un des principaux acquis de l'Europe des citoyens, la liberté d'aller et venir dans l'espace commun. Ce retour qui ne dit pas son nom aux contraintes des frontières du passé serait une régression, tant pour l'idée européenne, que pour les libertés acquises. Les terroristes ne pourraient que se réjouir d'avoir ainsi dynamité l'un des piliers essentiels de la démocratie qu'ils veulent abattre. La liberté est le meilleur rempart contre l'insécurité. Celle de savoir la nature, réelle ou exagérée, de ces menaces agitées par le gouvernement pour soutenir son discours sécuritaire est bafouée. L'opinion publique est priée de se soumettre docilement sans être invitée à être le partenaire lucide de leur mise en œuvre.

Les héros du Thalys, eux, ont démontré que les arsenaux sécuritaires les plus sophistiqués ne contraindront jamais la possibilité d'un attentat, un événement qui demeure exceptionnel. Ils se sont levés de leurs sièges pour préserver leur liberté. Il faut souhaiter que d'autres, dans les travées du Parlement notamment, n'hésiteront pas à se lever de leurs sièges si l'excès sécuritaire devait menacer les libertés fondamentales.